

**- SEANCE du CONSEIL MUNICIPAL du 15 MAI 2014 -**

L'an deux mil quatorze, le JEUDI 15 MAI, à 20H30, le Conseil Municipal de CHAMPNETERY, régulièrement convoqué le 07-05-2014, s'est réuni Salle de la Mairie, sous la Présidence de M. Pierre LANGLADE, Maire.

**Présents:**

M. Christian RAPAUD, M. Pascal ROUX, M. Arnaud CHALOPIN, M. Roger PLANCHE, Mme Martine CLAVAUD, M. Jean-Claude BASSET, M. Pierre LANGLADE, M. Pierre GUERIN, M. Jean-Claude CHARLES, M. Olivier TERTRAIS, Mme Arlette DEMAR et Mme Nathalie DUMAS.

**Absents :** Mme Mireille PERIGAUD (excusée), M. Stéphane TERTRAIS (excusé) et M. Eric RIBIERE (excusé).

**Procurations :** Mme Mireille PERIGAUD (procuration à M. Pierre LANGLADE)  
M. Arnaud CHALOPIN a été élu **secrétaire**.

**-2014-45- INDEMNITES DE FONCTION DES ELUS :**

M. le Maire rappelle aux membres de l'assemblée que les fonctions d'élus locaux sont gratuites. Une indemnisation destinée à couvrir les frais liés à l'exercice du mandat est toutefois prévue par le Code Général des Collectivités Territoriales dans la limite d'une enveloppe financière variant selon la taille de la commune.

Son octroi nécessite une délibération.

Il est possible d'allouer des indemnités de fonctions, dans la limite de l'enveloppe, au Maire, Adjoints et Conseillers titulaires d'une délégation et aux autres Conseillers Municipaux.

Au titre des cumuls de mandats, un élu ne peut percevoir plus d'une fois ½ le montant de l'indemnité parlementaire. Au-delà, ses indemnités seront écartées.

Un tableau récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres de l'assemblée délibérante est annexé à la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et **après que le Maire et les Adjoints se soient retirés,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L.2123-20 à L.2123-24 et R2123-23 ;

Considérant que l'article L.2123-23 du Code général des collectivités territoriales fixe des taux maximaux de l'enveloppe des indemnités par strate de commune et qu'il y a lieu de ce fait de déterminer le taux des indemnités de fonction allouées ;

Considérant que la Commune compte 577 habitants (population légale totale de la Commune en vigueur à compter du 01 janvier 2014 [INSEE]) ;

**par 07 voix POUR, 0 voix CONTRE et 01 ABSTENTION (votants=08)**

**DECIDE**

**Art.1<sup>er</sup>** – Le montant maximal de l'enveloppe des indemnités de fonction Maire et des Adjoints est égal au total de l'indemnité maximale du Maire (31% de l'indice brut 1015) et du produit de 8,25% de l'indice brut 1015 par le nombre d'adjoints (4) .

**A compter du 01 Juin 2014, le montant des indemnités de fonction du Maire et des Adjoints titulaires d'une délégation est, dans la limite de l'enveloppe définie ci-dessus, fixé aux taux suivants :**

**Maire = 31% de l'indice brut 1015**

**1<sup>er</sup> Adjoint = 9,90% de l'indice brut 1015**

**2<sup>ème</sup> Adjoint = 8,25% de l'indice brut 1015**

**3<sup>ème</sup> Adjoint = 8,25% de l'indice brut 1015**

**4<sup>ème</sup> Adjoint = 6,60% de l'indice brut 1015**

**Art.2** – Les indemnités de fonction sont payées mensuellement et revalorisées en fonction de la valeur du point d'indice des fonctionnaires.

**-2014-46- DECISION MODIFICATIVE N°1 –BUDGET PRINCIPAL-**

M. le Maire expose au Conseil que les crédits prévus à certains chapitres du **budget primitif PRINCIPAL de l'exercice 2014** étant insuffisants, qu'il est nécessaire d'effectuer les virements de crédits ci-après :

<b>OBJET DES DEPENSES</b> <i>Augmentation des</i>	<i>déjà alloués</i>		<i>Diminution sur crédits</i>	
			<i>crédits</i>	
	<i>Chapitre et article</i>	<i>somme</i>	<i>chapitre et article</i>	<i>somme</i>
* DEPENSES IMPREVUES	022	2 300,00€		
* INDEMNITES ELUS			6531	2 300,00€
<b>TOTAUX</b>		<b>2 300,00€</b>		<b>2 300,00€</b>

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**APPROUVE, à l'UNANIMITE, la décision modificative n°1 du Budget Principal Communal conformément au tableau ci-dessus.**

**-2014-47- TRAVAUX DE VOIRIE – PROGRAMME 2014-**

Vu l'arrêté de Mme la Présidente du Conseil Général de Haute-Vienne, en date du 17/02/2014, attribuant à la Commune de Champnétery une **subvention** pour les travaux de voirie sur voies communales n°12 de Laveyrat, n°02 du Mazet, n°09 des Clauds, n°13 de La Roche et n°14 de Virolles (2<sup>ème</sup> tranche) **d'un montant maximal de 8 600€ représentant 50% du coût HT d'une dépense estimée à 17 200€HT ;**

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que trois entreprises de Travaux Publics : COLAS, SIORAT et EUROVIA ont été consultées afin qu'elles proposent un devis, concernant les travaux à réaliser sur les VC n°14 de Virolles, VC n°12 de Laveyrat, VC n°9 des Clauds et VC n°2 du Mazet.

Il précise que leurs offres ont été reçues ;

M. le Maire ouvre les plis déposés en Mairie par les différentes entreprises .

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **DECIDE, vu le montant de subvention attribué par le Conseil Général, de réaliser, en 2014, les travaux sur les voies : VC n°14 de Virolles, VC n°12 de Laveyrat, VC n°9 des Clauds, VC n°2 du Mazet ;**
- **ACCEPTE :**  
**\*le devis de l'Entreprise EUROVIA,**  
**d'un montant total de 10 255,43€ HT (soit 12 306,52€ TTC), moins disant, concernant les travaux sur VC n° 14 de Virolles**  
**et DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au B.P.2014-C/2315- ;**

**\*le devis de l'Entreprise SIORAT,**  
**d'un montant total de 7 016,00€ HT (soit 8 419,20€ TTC), mieux disant, concernant les**  
**travaux sur**

**-VC n° 12 de Laveyrat : devis= 1 606,00€ HT (soit 1 927,20€ TTC)**

**-VC n° 9 des Clauds : devis= 1 190,00€ HT (soit 1 428,00€ TTC)**

**-VC n° 2 du Mazet : devis= 4 220,00€ HT (soit 5 064,00€ TTC)**

**et DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au B.P.2014-C/61523-;**

- **DECIDE de commander ces travaux de voirie tels que décrits sur les devis joints à la présente délibération .**

**-2014-48- TRAVAUX DE VOIRIE –PROGRAMME 2015- DEMANDE DE SUBVENTION**  
**AUPRES DU DEPARTEMENT, DANS LE CADRE DES CTD-**

M. le Maire informe le Conseil que des devis concernant des travaux de voirie, qui pourront faire l'objet d'une demande de subvention auprès du Département, pour une réalisation en 2015 :

\*réfection de la VC11 du Rieux-Peyroux

\*grosses réparations de la VC n°13a (de la RD139 au village du Nouhaud) et de la VC n°8 de La Pépinière,

ont été demandés aux Entreprises COLAS, SIORAT et EUROVIA.

L'entreprise SIORAT n'a pas pu déposer son offre dans le temps imparti.

M. le Maire ouvre les plis déposés en Mairie par les différentes entreprises.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE le devis de l'Entreprise COLAS, d'un montant total de 19 160,00€ HT (soit 22 992,00€ TTC), moins disant, concernant les travaux sur VC n° 11 du Rieux-Peyroux, VC n°13a (de la RD139 au Nouhaud) et VC n°8 de La Pépinière ;**
- **DECIDE de programmer ces travaux en 2015 ;**
- **DECIDE de solliciter une aide financière indispensable au financement de ces travaux auprès du Conseil Général de la Haute-Vienne, dans le cadre des C.T.D., sur la base du devis de l'entreprise COLAS, annexé à la présente délibération, dont le montant total est de 19 160,00€ HT ;**
- **DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au BP 2015.**

**-2014-49- PRÊT A TAUX BONIFIE DE 4 600€ DU DEPARTEMENT POUR LE**  
**FINANCEMENT DU PROGRAMME DE TRAVAUX DE VOIRIE :**

Vu les délibérations du Conseil Municipal n°2013-52 du 04-07-2013 et n°2014-47 en date du 15-05-2014, concernant les Travaux de Voirie-Programmes 2013/ 2014[VC13 « La Roche »,VC14 « Virolles »] (1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> tranches) ;

Vu les arrêtés de subvention du Conseil Général de Haute-Vienne, en dates du 27/06/2013 (1<sup>ère</sup> tranche) et du 17/02/2014 (2<sup>ème</sup> tranche) ;

Vu le Budget Primitif 2014, voté le 13/03/2014 ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **DECIDE de solliciter un prêt à taux bonifié (1,28% sur 10 ans+ 50€ de frais de dossier) d'un montant de 4 600€, auprès du Département, afin de pouvoir assurer le financement de ces travaux de Voirie, en 2014, comme suit :**

Estimation des travaux =	27 511,27€
Subvention du Département (CTD)[50% du HT]=	11 483,00€
Emprunt =	4 600,00€
Fonds libres =	11 428,27€

- **AUTORISE M. le Maire à signer les documents nécessaires à l'obtention de ce prêt.**

**-2014-50- DESIGNATION DU CORRESPONDANT PANDEMIE POUR LA COMMUNE AUPRES DES SERVICES DE L'ETAT :**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**DESIGNE**

**M. Pierre LANGLADE, Maire**

**réfèrent des services de l'Etat, pour la Commune de Champnétery, sur les questions de pandémie grippale.**

**-2014-51- ACHAT D'EXTINCTEURS ET REMPLACEMENT D'UNE ALARME INCENDIE**

M. le Maire informe le Conseil Municipal que la Société SICLI chargée de la maintenance des extincteurs des bâtiments communaux, suite à la vérification annuelle du 14/11/2013, précise qu'il est nécessaire de :

- remplacer l'extincteur de la chaufferie qui est obsolète
- remplacer l'alarme type 4 de la salle polyvalente
- mettre en place un extincteur CO2 pour protéger le compteur électrique de la salle polyvalente.

M. le Maire présente le devis de la Sté SICLI d'un montant total HT de 418 ,05€ .

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE le devis de la Sté SICLI, annexé à la présente délibération, d'un montant total de 418,05€ HT (soit 501,66€ TTC) ;**
- **AUTORISE M. le Maire à commander, dès que possible, ces extincteurs et alarme tels que détaillés sur le devis ;**
- **DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2014-C/60632-.**

**-2014-52- SUBVENTION A L'ASSOCIATION COMMUNALE « USEP ECOLE PRIMAIRE DE CHAMPNETERY », POUR L'ANNEE 2014**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **VOTE une subvention d'un montant de 300€ à l'Association communale « USEP école primaire de Champnétery », pour l'année 2014.**
- **DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au B.P.2014 –C/6574-.**

**-2014-53- SUBVENTION 2014 AU FOYER RURAL DE ST LEONARD DE NOBLAT**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **VOTE une subvention d'un montant de 500€ au FOYER RURAL de St Léonard de Noblat, pour l'année 2014.**
- **DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au B.P.2014-C/6574-.**

**-2014-56- RECRUTEMENT POUR FAIRE FACE A UN BESOIN SAISONNIER OU OCCASIONNEL**

M. le Maire rappelle que pour faire face au problème posé par l'absence de personnel administratif dans les Collectivités Territoriales, le Centre Départemental de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Haute-Vienne, conformément à l'article 25 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, a créé un service de remplacement. L'équipe des intervenants de ce service est constituée d'agents sélectionnés, formés en vue :

-soit d'assurer la continuité des services publics d'une collectivité territoriale affiliée en cas d'indisponibilité ou de défaillance d'un ou plusieurs de ses fonctionnaires, en raison d'un congé maladie, maternité, parental,  
-soit de permettre à une collectivité territoriale affiliée de faire face à un besoin saisonnier ou occasionnel.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **AUTORISE M. le Maire à faire appel à ce service en cas de besoin ;**
- **AUTORISE M. le Maire à recruter un agent contractuel en application de l'article 3-alinéa 1- de la loi 84-53 du 26/01/84 modifiée, selon les besoins du service ;**
- **DIT que les crédits nécessaires sont et seront inscrits au Budget Communal.**

#### **-2014-57-COMMUNAUTE DE COMMUNES DE NOBLAT-REPRESENTANT COMMUNAL AU SEIN DE LA COMMISSION D'EVALUATION DES CHARGES TRANSFEREES-**

M. le Maire rappelle que la Commission d'Evaluation des Charges Transférées de la Communauté de Communes de Noblat a pour rôle d'évaluer, pour chaque Commune membre, la partie financière des compétences transférées. L'évaluation des charges transférées est effectuée par cette commission lors de la création du groupement mais aussi à chaque nouveau transfert de compétence décidé par les assemblées délibérantes.

Le montant de la charge transférée, rapproché du produit de la fiscalité locale précédemment perçue par les communes et maintenant reversé à l'intercommunalité (Cotisation Foncière des Entreprises, Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises, IFER, TASCOT, ancienne part départementale de la TH et compensation), permet d'obtenir le montant de l'attribution de compensation revenant à chaque commune membre.

Conformément à l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, la composition de cette commission est déterminée par le Conseil Communautaire et les membres sont désignés par les communes.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,  
**par 13 voix POUR- 0 voix CONTRE - 0 ABSTENTION**

**ELIT M.Pierre LANGLADE, Maire,**  
**pour représenter la Commune de Champnétery à la Commission d'Evaluation des Charges Transférées de la Communauté de Communes de Noblat.**

#### **-2014-58- COMMUNAUTE DE COMMUNES DE NOBLAT-PROPOSITION DE SIX COMMISSAIRES EN VUE DE LA CONSTITUTION DE LA COMMISSION INTERCOMMUNALE DES IMPÔTS DIRECTS-**

M. le Maire informe que l'article 1650-A du Code Général des Impôts prévoit l'institution d'une Commission Intercommunale des Impôts Directs dans chaque Etablissement Public de Coopération Intercommunale soumis au régime de la Fiscalité Professionnelle Unique.

A cet effet il est nécessaire de proposer six commissaires, à la Communauté de Communes, :

- \*deux commissaires titulaires résidant sur la Commune
- \*un commissaire titulaire résidant sur une commune extérieure à l'intercommunalité
- \*deux commissaires suppléants résidant sur la commune
- \*un commissaire suppléant résidant sur une commune extérieure à l'intercommunalité

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

**DECIDE de PROPOSER à Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques la liste suivante de contribuables de la Commune de Champnétery, afin qu'il puisse constituer une Commission Intercommunale des Impôts Directs, :**

**Titulaires proposés :**

- . M. Roger PLANCHE
- . Mme Martine CLAVAUD
- . Mme Huguette GRANET

**Suppléants proposés :**

- . M. Jean-Claude CHARLES
- . M. Pascal ROUX
- . M. Jean-Claude FAYE

**-2014-59- RECENSEMENT DE LA POPULATION 2015-COORDONNATEUR COMMUNAL-**

M. le Maire informe le Conseil que le recensement des habitants de la Commune de Champnétery doit être réalisé en 2015. **La collecte se déroulera du 15 Janvier au 14 Février 2015.**

L'INSEE nous précise qu'il est nécessaire de **désigner, avant le 31 Mai 2014, un Coordonnateur Communal qui sera responsable de la préparation, puis de la réalisation de la collecte du recensement.**

**Le Coordonnateur et l'équipe communale en charge de l'enquête de recensement seront nommés par arrêté Municipal.**

**Le Conseil Municipal propose à M. le Maire la nomination de :  
Mme Mireille PERIGAUD  
en tant que Coordonnateur Communal.**

**-2014-60- PARTICIPATION FINANCIERE DE LA COMMUNE POUR 2 VOYAGES EN BRETAGNE ET AUX DEUX-ALPES, ORGANISES PAR LE LYCEE-COLLEGE BERNARD-PALISSY DE ST LEONARD DE NOBLAT EN 2014 :**

M. le Maire informe le Conseil :

\*d'une demande d'aide financière du Collège Bernard-Palissy de St Léonard de Noblat afin d'organiser un séjour en Bretagne en 2014 ( 01 élève domicilié à Champnétery est concerné)

\* d'une demande d'aide financière du Lycée Bernard-Palissy de St Léonard de Noblat afin d'organiser un séjour aux Deux-Alpes en 2014 ( 02 élèves domiciliés à Champnétery sont concernés)

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **DECIDE de voter une subvention d'un montant de 50€ par élève participant aux séjours décrits ci-dessus et domiciliés sur la Commune de Champnétery, soit :**
  - \*une aide financière de 50€ au Collège de St Léonard de Noblat**
  - \*et une aide financière de 100€ au Lycée de St Léonard de Noblat;**
- **DIT que les crédits nécessaires seront inscrits au B.P. 2014-C/6574.**

**- 2014-61- ADHESION DE LA COMMUNE A L'ASSOCIATION DES MAIRES ET ELUS DE LA HAUTE-VIENNE**

M. le Maire informe le Conseil que l'Association des Maires et Elus du département de la Haute-Vienne, seule section départementale représentative de l'Association des Maires de France, a été constituée le 15 décembre 1967.

Cette association qui regroupe les 201 communes du département a pour but, en dehors de toutes questions partisans :

- l'étude, au point de vue économique, administratif, technique et financier de toutes les questions qui intéressent l'administration des communes et leurs rapports avec les pouvoirs publics et la population ;

- la création de liens de solidarité et d'entraide entre les maires du département ;
- l'information de ses adhérents afin de leur faciliter l'exercice de leurs fonctions ;
- la défense des intérêts et des droits des municipalités ;
- la protection matérielle et morale des magistrats municipaux ;
- le développement et l'extension des libertés communales.

L'Association des Maires et Elus du département de la Haute-Vienne, dont le siège est fixé à la Mairie de Limoges est ouverte à tous les élus du département de la Haute-Vienne, sans distinction d'opinion. Elle bénéficie des prestations offertes aux maires par l'Association des Maires de France qui l'informe, dans les meilleurs délais, de ses actions et des négociations menées avec les ministères intéressés et l'associe étroitement à la vie et à l'action de ses instances dirigeantes.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **DECIDE de maintenir son adhésion de la Commune de Champnétery à l'Association des Maires et Elus du Département de la Haute-Vienne à laquelle elle est représentée par son Maire : M. Pierre LANGLADE ;**
- **ACCEPTE les statuts de l'Association des Maires et Elus du Département de la Haute-Vienne, tels qu'annexés à la présente délibération ;**
- **ACCEPTE le montant de la cotisation, fixé pour 2014 sur la base de 0,1907€ par habitant, soit = 573hab.x0,1907€= 109,27€ ;**
- **DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au BP2014-C/6558-.**